

Flash nucléaire 11

Novembre 2012 / Raccourci de faits et d'opinions alimentant le débat nucléaire

Centrales nucléaires suisses: fin des révisions annuelles 2012

Après la remise en service de Gösgen en juin et de Beznau et Mühleberg en septembre, ce fut au tour de la centrale de Leibstadt d'être reconnectée au réseau au mois d'octobre, à l'issue de la révision annuelle. En plus du renouvellement du combustible, ces arrêts qui ont duré plusieurs semaines ont servi à des contrôles ainsi qu'à des essais et à des travaux de maintenance. La centrale de Leibstadt a connu cette année la révision la plus complète de son histoire: outre les travaux traditionnels, différents travaux importants tels que le remplacement du générateur et le renouvellement des plaques de ruissellement de la tour de refroidissement ont été effectués. La réparation imprévue d'une soudure défectueuse sur un raccord de tuyau d'eau d'alimentation a également engendré un retard d'environ cinq semaines.

Prise de position de l'IFSN concernant les études de coûts pour la désaffectation et la gestion des déchets

L'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) juge réalistes les études de coûts 2011 pour la désaffectation et la gestion des déchets, réalisées par swissnuclear. L'IFSN a soumis les études actualisées à un examen technique et arrive à la conclusion que celles-ci ont été réalisées «correctement et de manière complète». La post-exploitation et la désaffectation des centrales nucléaires suisses ainsi que la gestion des déchets radioactifs sont estimés au total à 20,7 milliards de francs, dont 11,4 milliards seront pris en charge par le fonds de désaffectation et le fonds de gestion jusqu'à la mise à l'arrêt de l'installation. Les 9,3 milliards restants seront directement couverts de manière continue par les exploitants. Selon l'IFSN, l'approfondissement des estimations de coûts est suffisant dans l'état actuel du projet. Elle a engagé des experts ex-

ternes pour vérifier les études. La prochaine actualisation de celles-ci aura lieu en 2016, et l'IFSN a formulé douze recommandations qui devront être prises en compte d'ici là. Elle recommande par exemple d'intégrer les expériences tirées de projets de démantèlement terminés à l'étranger.

Le Parti écologiste suisse dépose son initiative pour la sortie du nucléaire

Le Parti écologiste suisse a remis à la Chancellerie fédérale les signatures de son initiative populaire «Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire» (initiative «Sortir du nucléaire») le 16 novembre 2012. Elle prévoit une modification de l'article 90 de la Constitution (Energie nucléaire) et introduit un article supplémentaire dans les dispositions transitoires. Ces nouveaux textes interdisent la production d'électricité et de chaleur par l'exploitation de centrales nucléaires. Ils programment en outre la mise hors service de Beznau 1 un an après l'acceptation de l'initiative par le peuple et les cantons, et la déconnexion du réseau des autres tranches 45 ans après leur mise en service, soit en 2017 pour Beznau 2 et Mühleberg, en 2024 pour Gösgen et en 2029 pour Leibstadt.

World Energy Outlook 2012: la durabilité est encore loin

La production d'électricité issue des centrales nucléaires augmentera de 60% d'ici 2035 par rapport à 2010. Tels sont les résultats du World Energy Outlook 2012 présenté à Londres le 12 novembre 2012 par l'Agence internationale de l'énergie (AIE). L'AIE a ainsi abaissé de 10% son estimation de croissance pour 2011. Afin d'engager le système énergétique mondial sur une voie durable, il est cependant urgent d'augmenter la part de la production d'énergie et d'électricité pauvre en charbon. Pour l'AIE, cela

Rédaction:

C. Baechel, M.-F. Aepli,
R. Bilang, M. Brugger,
M. Rey, M. Schorer, D. Stebler

Forum nucléaire suisse
Case postale 1021
3000 Berne 14
Téléphone 031 560 36 50
Téléfax 031 560 36 59
info@forumnucleaire.ch
www.forumnucleaire.ch

Parution: 12 fois par an
ISSN 1421-0355

© 2012 by Forum nucléaire suisse

ne pourra se faire sans prendre en compte l'ensemble des développements et mesures actuels. Et même si tous les Etats respectaient globalement les dernières obligations volontaires en matière de protection climatique, l'AIE table sur une augmentation de la température mondiale à long terme de 3,6°C. D'autres efforts seront nécessaires pour atteindre l'objectif maximal visé des 2°C.

Le concept énergétique tchèque mise sur l'énergie nucléaire

Le nouveau concept énergétique de la République tchèque prévoit une augmentation de la part du nucléaire et une réduction de la part du charbon dans le mix électrique. Le concept prend en compte la construction de deux tranches supplémentaires sur le site de Temelín, la prolongation de la durée d'exploitation des quatre tranches du site de Dukovany à 60 ans et la construction d'une cinquième tranche sur ce même site. Cela permettra d'augmenter la part de l'énergie nucléaire dans le mix électrique et de passer d'un bon tiers actuellement à au moins la moitié d'ici 2040. La part de charbon doit quant à elle être diminuée de 60% actuellement à environ 20%. Le gouvernement tchèque a indiqué que l'objectif était de générer 80% de l'électricité utilisée dans le pays par le biais de sources indigènes. Le nouveau concept énergétique doit garantir la sécurité d'approvisionnement, être compétitif et socialement supportable. Le gouvernement tchèque en a pris connaissance le 8 novembre 2012. Une fois le rapport complémentaire concernant son impact environnemental rédigé, le concept lui sera présenté pour approbation.

Un référendum pour la construction d'une nouvelle centrale en Bulgarie

Fin mars 2012, le gouvernement bulgare annonçait vouloir renoncer à la construction de la centrale de Béléné par la Russie, et préférer construire une nouvelle tranche sur le site de Koslodui. L'opposition conduite par le Parti socialiste, en faveur de Béléné, a alors demandé la tenue d'un référendum. Cependant, pour des raisons de

constitutionnalité, le texte ne peut porter sur un projet concret. Le 27 janvier 2013, le peuple bulgare devra donc répondre à la question «Etes-vous d'accord pour que la Bulgarie développe l'énergie nucléaire en construisant une nouvelle centrale nucléaire?».

La France autorise la construction d'Iter

Le 10 novembre 2010, le Premier ministre français Jean-Marc Ayrault a signé l'autorisation de construction du réacteur expérimental thermonucléaire international (Iter) sur le site de Cadarache, dans le sud de la France. L'autorisation est valable 25 ans. La Suisse est partie prenante dans le projet Iter.

Australie: le Queensland lève l'interdiction sur l'extraction d'uranium

L'extraction d'uranium sera bientôt de nouveau autorisée dans l'Etat fédéral australien du Queensland. Le gouvernement a levé en octobre 2012 l'interdiction en vigueur depuis 1989. Campbell Newman, Premier ministre libéral du Queensland, a expliqué que la décision était le fruit d'un long débat public. La valeur des gisements d'uranium connus du Queensland est estimée à 9,6 milliards de francs. Le gouvernement de cet état maintient que ni l'utilisation de l'énergie nucléaire pour la production d'électricité ni les installations pour le traitement des déchets radioactifs ne sont envisagés.

Le «Flash nucléaire» peut également être commandé sous forme de lettre d'information électronique sur le site www.forumnucleaire.ch.